

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.
N. BORDÉANO.

ABONNEMENTS:

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péri.....	50 francs	25 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	—
Etranger.....	80 »	42 »	—

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL & FINANCIER.

ADMINISTRATEUR:
EDOUARD BORDÉANO.

INSÉRATIONS:

Annouces 1 ^{re} page.....	3 piastres la ligne
Annouces 2 ^{de} page.....	6 » la »
Insertions, corps de journal.....	45 » la »

Les abonnements partent du 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre, et se paient d'avance.
Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

Un numéro 60 Paras.

Abonnements et annonces : à Péra, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk-Hendek, 29, près la Tour de Galata.

A SMYRNE, chez M. Caridi ; à PARIS, chez MM. Havas, Lafitte et Co, 8, Place de la Bourse ; à REME, chez les principaux libraires ; à MILAN, chez MM. Manzoni et Co, via Della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sont exclusivement reçus chez MM. Rotter et Co, à Vienne, I Riemergasse, 13. — Les annonces pour l'Angleterre sont exclusivement reçues à LONDRES, chez M. E. Micoud, 439-440 Fleet Street.

TELEGRAMMES.

AGENCE BORDÉANO ET Co

(Dépêche arrivée en retard.)

Grèce.

Athènes, 10 mars 2 h. 30 m., soir.

Voici la composition du nouveau ministère:

M. Deligeorgis, président du conseil, ministre de l'intérieur et des affaires étrangères;
M. Mavromichalis, guerre;
M. Zochios, marine;
M. M. Canschiri, cultes;
M. Levidis, finances;
M. Antonopoulou, justice.

BOURSE DE GALATA

10 heures

Ouverture..... P 13. —
En ce moment..... 13. —
Obligations Rouméli..... 34 50
Papier-monnaie..... T. 100 P 163. —

OBSERVATOIRE IMPÉRIAL MÉTÉOROLOGIQUE

TEMPS MOYEN DE CONSTANTINOPLE.

13 mars. 1877.

Lever du soleil..... 6 h 48 m.
Coucher..... 6 h 2
Temps moyen à midi apparent..... 12 h 9 36
H à la turque à midi moyen..... 5 h 51
8 heures du matin.
Baromètre..... 759.9
Thermomètre..... 3.3
Vitesse..... 0.5
Maxima de la veille..... 10.2
Direction et force du vent ENE. modéré.

NOUVELLES DU JOUR.

Hier, il y a eu conseil extraordinaire à la Sublime Porte sous la présidence du Grand-Vézir.

Les négociations de paix avec le Monténégro ont été l'objet des délibérations de cette réunion.

Au sortir du conseil, le Grand Vézir s'est rendu au Palais pour soumettre à S. M. le Sultan le résultat des délibérations de l'assemblée.

Le ministre des affaires étrangères ayant assisté au Conseil extraordinaire, c'est le mustéchar Carathéodory effendi qui a reçu, hier, le corps diplomatique à la Sublime Porte.

MM. de Herbert et de Mouy se sont rendus hier au ministère des affaires étrangères, où, en l'absence de Son Exc. Safvet pacha, ils ont eu des entretiens avec Alex. Carathéodory effendi, mustéchar du Hardjié.

Les journaux turcs assurent que c'est Namik pacha qui sera nommé à la présidence du Sénat.

La liste des sénateurs sera incessamment publiée.

Dimanche, Constant pacha a offert à Ortakeyu un déjeuner à MM. les délégués monténégrins.

Les délégués du Monténégro ont fait, vendredi, une visite au Patriarche œcuménique.

Le menchor impérial qui élève au rang de *vezir* Saïd bey, 1^{er} secrétaire du Sultan, a été lu hier avec le cérémonial d'usage dans le *consak* de Son Excellence.

Un congé de deux mois vient d'être accordé, pour motif de santé, à M. M. Cavafian, second secrétaire de l'ambassade impériale ottomane à St-Petersbourg.

Nous avons reproduit hier un extrait du *Bassiret* au sujet des négociations de paix engagées entre la Sublime Porte et le Monténégro. La même feuille dans son numéro suivant édite les lignes ci-après :

« Quelques feuilles de la localité, traitant de la question des négociations avec le Monténégro, ont avancé que le gouvernement impérial serait disposé à adhérer aux demandes du Monténégro. »

D'après des informations, de source certaine il est vrai, les délégués monténégrins ont demandé des concessions territoriales, certain port dans l'Adriatique et la libre navigation dans la rivière Boyana.

« Nous ne comprenons rien à ces demandes. Si c'est dans un intérêt du commerce que cette principauté élève cette prétention, on sait que la liberté commerciale est acquise à tous les sujets de l'Empire et que le Monténégro, faisant partie intégrante de l'Empire ne peut pas être exclu de cet avantage. »

« Mais le vrai but poursuivi par les Monténégrins c'est d'obtenir une échelle sur la Boyana. Toutefois nous pouvons affirmer que la Sublime Porte est résolue à ne pas accorder un pouce de territoire au Monténégro qui doit se contenter de ses frontières actuelles. »

Le transport *Assyr*, qui devait quitter notre port dimanche dernier, n'a appareillé qu'hier matin pour St-Jean d'Acre. Il y embarquera des troupes à destination de Constantinople. L'*Assyr* avait à bord, dit-on, plusieurs émigrés qui seront débarqués à Acre.

Deux nouveaux journaux viennent de paraître, un turc et un grec. Le premier est politique et quotidien. Il a pour titre *Selamet* (salut). Le second est une revue politique et hebdomadaire, sous le titre *« Anatoli »* (l'Orient). L'éditeur est M. Michailidis.

Vendredi est entré dans notre port le steamer belge, *Pauline-David*, venant d'Anvers. Il est chargé de 82 canons de divers calibres et de plusieurs caisses contenant les accessoires de ces canons. Le steamer décharge sa cargaison à Bagiché-Capoussou.

Une représentation extraordinaire au profit des pauvres est annoncée pour demain soir au théâtre français (Palais de Cristal), à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de S. M. le Roi d'Italie.

La moitié de la recette sera versée à la caisse de bienfaisance du consulat d'Italie. Le programme est très varié et des plus attrayants, et tout fait prévoir que cette fête de charité aura un complet succès.

Le dimanche 18 mars à la messe de 10 heures, à St-Antoine, M. Debryne, supérieur du collège de St-Benoit, fera un sermon de charité, en faveur des pauvres secourus par la conférence de St-Vincent de Paul.

Le soir du même jour, à 5 1/2 heures, commencera la retraite annuelle pour les hommes prêchée par M. Salvayre, préfet apostolique. Les sermons se continueront pendant toute la semaine, à la même heure et dans la même église.

L'affaire des sœurs Kamalik sera de nouveau portée demain devant la section criminelle de la Cour de cassation. L'audience sera publique.

Dimanche, deux malfaiteurs ont cherché à dévaliser les appartements des prêtres de l'église grecque d'Ortakeyu, pendant que des derniers étaient à la messe. Les voleurs étaient parvenus à défoncer une porte, mais fort heureusement un sacristain est intervenu et a empêché que le vol soit commis. Un des malfaiteurs a été arrêté, mais son complice a réussi à se sauver.

Le même jour, on a pillé dans ce village un débit de tabac. Les voleurs n'ont pas été découverts.

On mande de Diarbékir que l'enrôlement des volontaires continue dans cette ville et que les habitants font preuve de beaucoup de zèle pour entrer dans les rangs de la garde nationale.

Des avis reçus de Diarbékir, il résulte que la population de la ville de Djéziré (district de Mardine) a demandé l'autorisation de former un régiment de cavalerie.

Ces volontaires ne demandent du gouvernement que des armes et des rations pour eux et pour leurs montures. L'autorisation sollicitée a été accordée.

ACTES OFFICIELS.

Nominations-Promotions.

Par ordonnance impériale:

S. Exc. Khalil Chérif pacha, ministre sans portefeuille, est nommé ambassadeur de Turquie à Paris.

Ahmed Attallah effendi, juge du district d'Ada-Bazar, a reçu la décoration du *Medjidie*, 4^{me} classe.

Le colonel Sami bey, premier aide de camp du Grand-Vézir, est nommé membre du *Dari-Choura*.

ENCORE M. JACQUEMYS.

Dans notre numéro du 5 mars nous faisons ressortir le danger que courrait l'indépendance des Etats faibles, si les puissances européennes venaient à adopter, à l'égard de la Turquie, les théories subversives de ce savant jurisconsulte.

Il paraît que la même idée a été émise par l'*Etoile belge*, car le Nord donne la réponse que M. Jacquemys a faite à cet organe de publicité. « J'ai la prétention, dit l'auteur de la réponse, d'être aussi dévoué à l'indépendance des pays que le plus dévoué de ses enfants. J'ai encore celle de ne recevoir à cet égard de leçon de personne. »

Nous ne savons pas si l'*Etoile belge* a mis en doute les sentiments de patriotisme de M. Jacquemys, mais ce qui est certain c'est que ce journal lui a fait

le reproche de soutenir une thèse dangereuse pour la nationalité belge.

M. Jacquemys évite, dans sa lettre, d'aborder la discussion sur ce point qui est capital, d'après nous. On peut être très dévoué à l'indépendance de son pays, et lui nuire cependant, sans le vouloir, en cherchant à créer dans d'autres Etats des précédents qui pourraient un jour être appliqués à sa propre patrie.

C'est précisément le cas de M. Jacquemys. Il peut être très bon patriote, et faire en même temps beaucoup de mal à la Belgique, en soutenant une thèse contraire aux principes les plus élémentaires du droit international, dont il est un des illustres apôtres.

Examinons.

M. Jacquemys prétend que la Turquie qui a massacré deux consuls à Salonique, qui s'est livrée à des atrocités contre les Bulgares, ne mérite pas d'être admise dans le concert européen, et que, par conséquent, les puissances chrétiennes ont le droit et le devoir d'intervenir dans l'administration de ce pays et d'y faire la loi.

Mais un consul général ottoman et sa femme ont été massacrés à Tiflis sans que l'opinion publique se soit émue le moins du monde. Il est vrai de dire que celui-ci a été assassiné dans sa propre maison, tandis que les consuls de Salonique l'ont été dans la cour d'une mosquée.

Nul plus que nous ne flétrit tout ce qu'il y a de barbare dans cet acte; mais la passion ne doit pas empêcher de se demander si les victimes n'ont pas été imprudentes. En tout cas, aucun homme impartial ne rendra à tout un peuple responsable des méfaits de quelques individus, comme veut le faire M. Jacquemys.

Il y a quelques années, des brigands hvlènes ont massacré des otages dans la plaine de Marathon. A-t-on eu même l'idée de jeter l'odieux de ce fait barbare sur la nation hellénique?

Bien que le crime commis par des chrétiens ne soit pas aussi grave, aux yeux de M. Jacquemys, que s'il était commis par des Turcs, les faits que nous citons peuvent néanmoins trouver grâce auprès de lui; mais que répondrons-nous, nous dira-t-il, à l'accusation lancée contre la Turquie pour avoir massacré les Bulgares?

C'est encore par des faits que nous satisférons au désir de M. Jacquemys, et ces faits nous n'avons pas les chercher en Asie, mais en Europe, au centre même de la civilisation.

Les Polonais se sont révoltés en 1863 pour revendiquer l'indépendance que leur avait été ravie par la Russie. Le gouvernement de St-Petersbourg a-t-il usé de ménagements dans la répression de l'insurrection? Et lorsque l'Europe s'est émue des cruautés des Cosaques, ou *bachi bouzouks* de la Russie, s'est-elle décidée à la fin à intervenir dans les

affaires de ce pays pour faire prévaloir les théories émises aujourd'hui par M. Jacquemys?

Non.

Est-ce que M. Thiers, dont l'univers entier connaît les sentiments libéraux, s'est gêné pour mitrailler sans pitié ceux qui avaient mis Paris à sac et à feu et qui avaient massacré les otages?

Et l'Europe, l'Allemagne surtout dont l'armée était encore en grande partie sur le territoire français, s'est-elle même avisée de donner un blâme au mode de procéder de M. Thiers pour étouffer l'insurrection?

Non.

Qu'a fait la Turquie de plus en Bulgarie? Elle a repoussé par la force une révolte qui menaçait de mettre en péril l'existence même du pays. Quant aux massacres, il y en a eu des deux côtés, mais il est avéré aujourd'hui que l'initiative a été prise par les Bulgares et que les Turcs étaient dans le cas de légitime défense.

Nous ne voulons atténuer en rien la gravité et l'odieux des crimes commis par les uns ou par les autres; nous les flétrissons, au contraire, de toutes nos forces, et, en citant quelques exemples, notre but n'est pas de justifier ce qui s'est passé en Bulgarie, mais nous trouvons qu'il est souverainement absurde de soutenir que parmi tous les autres gouvernements du monde, la Porte ottomane seule n'avait pas le droit de réprimer une insurrection qui avait débuté par le massacre de paisibles populations musulmanes.

Les prémisses de M. Jacquemys ainsi réfutées par des faits, voyons si le principe d'intervention qu'il conseille, dans ses conclusions, d'appliquer à la Turquie, peut établir un précédent dangereux pour les petits pays comme la Belgique, la Suisse, la Grèce, la Roumanie, la Serbie, etc.

Les arguments de M. Jacquemys pour soutenir sa thèse se fondent sur les sentiments d'humanité et sur les principes de la civilisation. La théorie est séduisante, mais venons à la pratique.

Que ferait M. Jacquemys si quelqu'un venait lui mettre le couteau à la gorge? Se laisserait-il tuer, au nom des sentiments d'humanité, ou bien chercherait-il à se défendre, et s'il ne peut pas faire autrement, ne tuerait-il pas même son adversaire, au nom du principe de sa propre conservation? Certes, oui. Dans cette hypothèse se trouverait-il un seul tribunal dans les pays civilisés, dont il cite les institutions, qui condamnerait M. Jacquemys à la peine de mort pour avoir été dans le cas de légitime défense? Nous ne le croyons pas.

Il en est de même des gouvernements. Lorsqu'ils courent le risque d'être renversés eux-mêmes, ils ont le droit et le devoir de se défendre par tous les

moyens en leur pouvoir, contre toute provocation venant de l'intérieur ou de l'extérieur.

En ne voulant pas admettre ce droit pour la Turquie, M. Jacquemys crée, en réalité, un précédent qui pourra être appliqué un jour à tout autre pays se trouvant dans le même cas. Il suffirait ainsi d'une insurrection fomentée par les partisans du principe de l'intervention, pour que l'indépendance d'un pays soit mise en question. C'est grâce à cette théorie que plusieurs petits Etats ont arrondi contre leur gré le territoire des grandes puissances; et c'est cette théorie que veut soutenir M. Jacquemys! Mais c'est le renversement des règles du bon sens, et nous ne sommes pas étonné que les fils de la libre Belgique ne soient pas enthousiastes de la thèse soutenue par un de leurs concitoyens, ce concitoyen fut-il un célèbre jurisconsulte.

Nous traduisons des journaux turcs de ce matin la communication suivante:

Il est de notoriété publique qu'à la suite de l'immixtion dont la principauté de Serbie a fait preuve l'année dernière, le gouvernement impérial s'est vu dans la nécessité de faire une guerre légitime contre les Serbes.

Durant les hostilités, le gouvernement d'Angleterre, dans l'intention de régler pacifiquement la question, a offert ses bons offices et a demandé que le gouvernement impérial consentît à renouveler ses relations avec la Serbie dans les mêmes conditions qu'avant la guerre.

Le gouvernement impérial a entrepris cette guerre uniquement dans l'intention de sauvegarder ses droits souverains. Désireux d'épargner à ses peuples une plus grande effusion de sang, il a accepté l'intermédiaire de l'Angleterre, avec l'approbation d'un conseil général convoqué à la Sublime Porte. Un autre conseil général a décidé l'armistice qui a été conclu immédiatement après, ayant pour point de départ l'intermédiaire de l'Angleterre.

La Conférence qui s'est réunie ensuite à Constantinople ayant proposé en faveur de la Serbie certaines demandes de nature à porter atteinte aux droits souverains du gouvernement impérial, il a rejeté ces demandes avec les autres propositions de la Conférence.

Cependant, conformément à sa première décision, la Sublime Porte avait déclaré qu'elle accepterait la soumission de la Serbie. Sur cela, cette principauté a résolu de renouveler directement avec la Sublime Porte ses rapports de vasselage et, à cet effet, elle a envoyé à Constantinople deux délégués spéciaux. Naturellement, la Sublime Porte a observé, en principe, sa décision antérieure, tout en proposant certaines conditions conformes à l'honneur et aux intérêts du gouvernement impérial. Les plénipotentiaires serbes se sont empressés d'adhérer à ces propositions. Cet arrangement ayant été accepté par l'Assemblée nationale, dite Skouptchina, et par le gouvernement de la principauté, les plénipotentiaires serbes ont donné à la Sublime Porte, officiellement, un document contenant les conditions de l'arrangement. Sur la demande de la Sublime Porte, un

viendra vous voir souvent; son mari sera occupé de son côté. Qu'est-ce qui fait, votre genre?

— Hélas, cousine, il ne fait rien!

— Elle soupire une fois de plus.

— Eh bien! reprit-elle, il y a les enfants. C'est si bon les enfants, on n'a pas le temps de penser à autre chose, allez! C'est bien triste ici, depuis que j'en ai plus!

Cette humble vieille fille me raconta son histoire, et je compris alors ce qu'elle avait poussée à venir me trouver à Paris jadis. Le dévouement faisait partie de sa vie, comme le pain et l'eau. Habitée à soigner les autres, à chercher autour d'elle ce qu'elle pourrait bien faire d'utile, elle s'était dit en pensant à son malheur: Voilà un veuf qui doit être bien embarrassé, allons à son secours!

Je m'efforçai de parler ce que ma conduite d'alors avait eu d'humain, de brutal; elle ne s'en était pas même aperçue. A peine revenue au logis, elle s'était vu d'autres soucis sur les bras; la vieille mère était morte, un frère s'était marié, puis il était mort à son tour, enfin elle avait pu se consoler et enterrer toute sa famille. Seule, dernière de cette branche, elle avait hérité de tout, et n'en était pas plus contente.

— A quoi bon, me dit-elle en terminant son récit, je n'ai personne à qui je laisse! Heureusement, il y a les pauvres!

Le dimanche venu, elle ne m'emmena point à la messe. Je m'étais levé de bonne heure, afin de ne rien changer à ses habitudes; mais, quand je descendis, elle était déjà revenue.

— Je vais à l'office de six heures, me dit-elle, comme ça je puis envoyer mes servantes à la grand-messe. Cela leur fait tant de plaisir! Et pour moi je crois bien que le bon Dieu ne m'en garde pas rancune!

(A suivre).

Le roman d'un père

PAR

HENRY GREVILLE

XIX

— suite —

— Tu sais, ma fille, dis-je à Suzanne que je n'ai eu qu'un rêve, qu'un but dans la vie: ton bonheur. Si je savais que j'ai contribué, au contraire, à le rendre malheureuse; si je pensais que ma bêtise, ma maladresse ou ma faiblesse ont empoisonné pour toi la source des joies, je suis encore assez vaillant pour réparer ma faute, assez courageux pour m'en punir. Dussé-je mourir à la peine, si cet homme se conduisait mal envers toi, je te vengerais!

Père, me dit ma Suzanne, toujours souriante et radieuse, sois en paix, tu as accompli ton œuvre, et comme tu l'as voulu, je suis heureuse.

Avec quelle ferveur je couvrais de baisers son front blanc, ses beaux cheveux et ses yeux purs! Ah! la loi l'avait donnée à cet

homme, mais c'était un mensonge: elle était toujours ma fille et je sentais, à l'étreinte de ses bras autour de mon cou, qu'elle était ma fille plus que jamais.

Nous n'avions plus envie de nous parler; une entente muette s'était établie entre nous; qu'un moment du départ, nos yeux seuls échangeaient des tendresses. Mon genre, qui avait fait pour me retenir toutes les instances qu'un genre bien élevé doit à son beau-père, me reconduisit en break jusqu'à la station. Suzanne avait préféré me dire adieu chez elle, loin des yeux curieux, — et loin de son mari, je dois le dire.

Vous allez à Paris? me dit mon genre en me serrant la main, au moment où le train approchait.

— Oui, et de là chez moi... Nous nous reverrons en octobre.

— Au revoir, me dit-il.

Et je montai en wagon. Ni lui ni moi n'en avions parlé, mais nous avions très bien compris l'un et l'autre qu'il ne pouvait être question de vivre sous le même toit.

Cependant j'avais tellement besoin de la présence de ma fille que pour l'avoir chez moi, pour la rencontrer dans l'escalier, pour entendre son pas léger au-dessus de ma tête, non-seulement j'eusse toléré mon genre, mais j'eusse été un beau-père modèle. Malgré ce désir ardent, je ne voulais point réclamer l'exécution de sa promesse, et j'appris au bout de quinze jours qu'il faisait meubler un appartement du côté des Ternes, le plus loin possible de moi, dans un même rayon.

— Il a parfaitement raison, me dis-je; s'il m'aime autant que je le chéris, nous ne serons jamais assez loin l'un de l'autre. Mais Suzanne!

Mon cœur se serra, — ce n'était ni la première ni la dernière fois, et je commençais à m'accoutumer à ces émotions qui, d'abord, avaient failli me tuer.

XX

Je passai quelques jours à ma maison de campagne, mais sans Suzanne rien n'avait d'attrait pour moi. Ma belle-mère vint m'y rejoindre et nous trouvâmes un plaisir extraordinaire à dire du mal de M. de Lincy. Elle aussi avait été voir sa petite-fille, et le château ne lui avait pas semblé plus sympathique qu'à moi. Cependant les choses qui m'avaient déçu n'étaient pas celles qui la valaient frapper; l'étalage de pitié n'avait rien pour elle de remarquable, et quand je lui en parlai, elle me rit au nez.

— Que voulez-vous, me dit-elle, tout le monde ne peut pas aimer le bon Dieu, comme moi, à la bonne franquette! Il est des gens qui ne peuvent faire leur prière qu'en habits du dimanche. Mais, le monsieur, comme il gronde Suzanne! Une enfant parfaite! Malgré le soin que vous avez employé à son éducation, mon genre, vous n'êtes pas parvenu à la gâter!

Nous avions beau faire, Mme Gauthier et moi ni le whist avec un mort, que nous organisions à l'aide de notre médecin de village, ni le bésigue à nous deux, ni les promenades, ni quoi que ce soit, ne pouvait combler le vide qui semblait au contraire se creuser de plus en plus autour de nous. Elle s'en alla à Trouville pour prendre son content de bruit, me dit-elle. — Et moi resté seul, pit ux et ennuyé j'avais presque envie de partir pour les Pyrénées, lorsqu'une idée me vint: la vengeance et la cousine Lisbeth!

J'étais sûr! Pierre et moi nous fîmes une malle en grande hâte, et nous voilà partis pour le Maconnais.

Lisbeth ne m'attendait guère: il y avait à peu près quinze ans que je lui avais promis ma visite. Lorsque j'arrivai au seuil de sa maison, vaste et comode, quoique peu élégante, elle se leva, mit sa main en abat-jour sur ses yeux vieillards, que ne quittaient plus les fameuses lunettes, et resta indécise.

Cousine Lisbeth, lui dis-je, vous souvenez-vous de votre voyage à Paris?

— Ah! mon Dieu! s'écria-t-elle en courant à moi, que vous êtes changé, cousin; je ne vous reconnais plus!

Et cherchant du regard derrière moi:

— Ou donc est la petite? fit-elle. — Hélas! cousine, la petite est grande; elle est mariée!

— Mariée! Doux Jésus! Il me semble la voir encore avec sa languette... Mariée? et je n'en ai rien su!

On l'avait oubliée dans l'envoi des lettres de faire part! Mais elle avait un caractère si heureux, qu'elle n'eût pas même l'idée de s'en formaliser. Elle convoqua aussitôt sa maisonnée, et je vis arriver de vieilles servantes, roses et ridées comme des pommes qui ont passé l'hiver sur la paille. Au bout d'un moment, le feu flamboyait dans l'âtre, mon repas rissolait dans une grande poêle, et le cru célèbre de l'endroit, pris au meilleur tonneau du cellier, baignait les bords d'un vase de terre semblable à une amphore.

— Excusez, cousin, me dit Lisbeth, qui activait le service en payant de sa personne, nous mangeons dans la cuisine, mais dès ce soir, on vous servira dans la salle; ce n'est qu'un attendant.

J'avais été bien fâché de ne pas manger dans la cuisine! Quelle cuisine! Haute, voûtée, peinte à la chaux tous les six mois, avec un dallage superbe de pierres du pays, elle faisait penser aux peintres flamands. Le gros chaudron de Téniers trônait magistralement sur le manteau de la cheminée, en compagnie de plusieurs autres, moins imposants; toute la batterie de cuisine étincelait, on voyait là les preuves irrécusables de l'ordre et de l'économie de plusieurs générations.

— On va vous coucher dans la chambre jaune, me dit Lisbeth en m'apportant un plat fumant et savoureux; c'est celle qui a la plus belle vue, et puis elle est au soleil levant... mais si vous aimez mieux la chambre bleue, qui est au soleil couchant.

Je rougis intérieurement du plus beau

croquis en comparant cet accueil hospitalier avec celui que j'avais fait à Lisbeth lors de son voyage. Je la croyais moins riche aussi; son châle jaune et son ridicule à glands ne pouvaient me donner la mesure de ce bien-être de province où les capitaux sont représentés par des terres, des tonneaux de vin, des armoires pleines de linge, de laine, de lin, bien plus que par des pièces de cent sous.

Cousine Lisbeth, lui dis-je en lui prenant les deux mains, vous êtes une vraie femme, vous!

— La bête au bon Dieu, fit-elle en riant, c'est comme ça qu'ils m'appellent dans le pays, parce que, sans être méchante, je n'ai pas plus d'esprit qu'il ne m'en faut.

Je fus touché de cette humble douceur.

— Vous êtes seule ici? lui dis-je; mes souvenirs me rappelaient une famille nombreuse?

— Ils sont tous partis, répondit-elle avec un soupir; les uns pour l'armée, les autres pour le cimetière; j'avais une belle-sœur veuve qui était morte en me laissant deux enfants... la coqueluche les a emportés tous les deux la même semaine, il y a dix-huit mois... Depuis, je suis restée toute seule ici... Vous allez bien rester un mois, dites, cousin, pour ne pas dire plus?

— Eh bien, oui! m'écriai-je, je resterai avec vous, cousine, et j'y serai mieux que là-bas!

Je lui racontai alors le mariage de Suzanne et ma visite au château de Lincy

Emri Ali (ordre suprême = firman) a été octroyé dans les dispositions des anciens privilèges de la Serbie. Cet Emri-Ali, confié à un fonctionnaire spécial, a été envoyé à la principauté. L'arrangement ainsi que le document précité, sont, en résumé, dans le sens suivant : La Serbie, en ce qui concerne sa ligne frontière et son administration intérieure, reste dans le même état que par le passé ;

La Serbie désormais ne permettra pas la formation sur son territoire de bandes armées ayant pour objectif de troubler la tranquillité publique dans les provinces limitrophes et, en cas de formation de ces bandes, ne permettra pas qu'elles passent dans les susdites provinces limitrophes ;

La Serbie ne permettra pas non plus la formation de comités secrets ou autres, ayant pour but de porter atteinte à la sécurité publique ;

La Serbie s'engage, sous ce rapport, à observer dans la Principauté et à exécuter entièrement les dispositions des lois en vigueur ;

Conformément aux anciennes conditions, le drapeau ottoman sera hissé sur la forteresse de Belgrade et la Serbie ne pourra augmenter le nombre de forts anciens ou ajouter de nouvelles fortifications à celle existant présentement ;

Ceux des habitants des provinces limitrophes qui, pendant la guerre, ont émigré et cherché un refuge en Serbie sont assimilés. De même ceux des Serbes qui sont venus faire acte de soumission sont autorisés à rentrer dans leurs foyers ;

Liberté de culte en Serbie pour tous les rites. Les Israélites jouiront des mêmes droits civils que les autres habitants de la Serbie.

C'est sur ces conditions que la Serbie a fait sa soumission et a renouvelé ses rapports de vassalage avec le gouvernement impérial.

Par conséquent, le gouvernement impérial s'empresse de porter à la connaissance du public que les troupes impériales, qui se trouvent sur le territoire serbe, repasseront la frontière des Serbes, qui se trouvaient sur le territoire ottoman, sont déjà rentrés en Serbie.

Affaires d'Orient.

On lit dans la Presse de Paris :

Le voyage du général Ignatieff précède en ce moment le monde diplomatique. Il ne s'agit plus d'une affectation ophthalmique qui forcerait le diplomate russe à consulter les célébrités médicales de la France et de l'Angleterre ; on a vu parfaitement aujourd'hui qu'il est chargé d'une mission politique pour les cabinets de Berlin, de Vienne et de Saint-Petersbourg. Le général Ignatieff est chargé de donner de vive voix des explications sur la conduite future de la Russie, dans le but, sans doute, d'obtenir l'adhésion des puissances.

Le gouvernement russe a éprouvé un nouvel échec par le retard que les puissances ont mis à répondre à sa circulaire. La presse moscovite ne cache ni son mécontentement ni sa colère. Le *Golos*, par exemple, reproche avec amertume à l'Allemagne de différer la réponse à la note du prince Gortchakoff. « Le prince de Bismarck, dit-il, a repris sa politique de recueillement silencieux et d'inaction, ce qui fait les affaires de lord Beaconsfield et favorise ses attermolements. »

Si l'Allemagne avait répondu tout de suite, les autres puissances n'auraient pas besoin d'attendre le bon plaisir de l'Angleterre. »

Le *Wjedomosti*, de Saint-Petersbourg, se laisse aller davantage encore à des récriminations : « Le silence de l'Allemagne, l'innuité de l'Autriche, la neutralité de l'Angleterre, la faiblesse de la France et l'insolence de l'Italie, voilà les éléments hostiles que la Russie a à combattre dans sa campagne pour les droits de l'homme (sic) en Orient. »

On peut se faire une idée, dès lors, dans quel sens les différents chancelliers répliqueront à la note russe. L'Angleterre répondra d'une façon évasive ; l'Allemagne dira que les affaires d'Orient ne l'intéressent que bien indirectement, et qu'elle suivra les autres puissances ; la France répudiera toute responsabilité et l'Italie déclarera qu'elle ne peut se séparer des autres.

« Voilà les perspectives peu brillantes qui s'ouvrent à la Russie ! »

Les cabinets n'ont pas répondu à la circulaire russe du 31 janvier, avant que la paix fût définitivement conclue entre la Serbie et la Turquie. En se référant à ce fait accompli, ils pourront décliner toute action ultérieure.

Le prince Gortchakoff doit être à l'heure actuelle en possession de la réponse du cabinet anglais. Cette réponse a été définitivement adoptée dans les conseils des ministres tenu samedi dernier et a été expédiée lundi à lord Loftus à Saint-Petersbourg.

Nous trouvons dans le *Journal de Saint-Petersbourg* quelques appréciations qui permettent de se rendre compte de la marche de la politique russe dans les circonstances actuelles :

Un nombre des informations fantaisistes répandues ces jours derniers par une partie de la presse étrangère se trouvaient d'une part celle affirmant que les troupes russes passeraient la frontière au 1^{er} mars, et, d'autre part celle annonçant la démobilitation des troupes placées sous le commandement de S. A. I. le grand-duc Nicolas et en concluant que la Russie se bornerait à enregistrer l'insuccès de la Conférence de Constantinople et à « tirer son épingle du jeu ». La première de ces assertions se trouve suffisamment démentie par les faits. Quant à la seconde, il faut, pour croire une pareille politique possible, ne pas tenir compte de cette circonstance que le simple échec de la Conférence n'est pas une solution, ni dans un sens ni dans un autre, qu'il n'écarte aucune des questions, qu'il ne résout aucun des problèmes dont les puissances et la Russie ont particulièrement

ment se sont préoccupées, — à moins qu'on ne veuille considérer comme une « solution » de vagues promesses sans sanction, faites par un gouvernement dont tout le passé autorise la méfiance et qui manque d'hommes, si ce n'est de bonne volonté, pour accomplir une partie seulement des promesses qu'il a faites du bout des lèvres, — par un gouvernement qui est constamment obligé de porter une tête de Janus et de tenir un langage aux puissances étrangères et un autre à ses sujets.

L'échec de la conférence n'est donc pas une solution, et il appartient aux puissances auxquelles la Porte a opposé son *non possumus* d'aviser à ce que les garanties qu'elles ont réclamées pour assurer la tranquillité de l'Orient soient acquiescées. Il n'y a qu'une voix sur la nécessité d'obtenir ces garanties ; mais il y a hésitation sur les moyens à employer pour y arriver. La coercition peut répugner à des gouvernements moins vivement intéressés à arriver à une prompt solution ; la temporisation peut leur sembler admissible, ne fût-ce que pour n'avoir pas à se mettre en frais, pour n'être pas obligés de toucher à l'équilibre de leurs finances, pour n'avoir pas à enlever à leurs travaux les soldats en congé. Il peut leur sembler préférable d'attendre encore, de se bercer d'une douce vaine illusion basée sur les promesses de la Sublime Porte et de « voir venir ». Si l'on était encore une fois déçu, n'y a-t-il pas, pour la dernière extrémité, l'armée russe toute prête à intervenir et quel mal y a-t-il — pour les autres — à ce que cette armée reste encore pendant un temps plus ou moins long à piétiner sur place ? On comprend que ces considérations ne sauraient guider la politique du gouvernement impérial.

Sa sollicitude pour le sort des populations chrétiennes de l'empire turc et pour la paix de l'Orient s'allie ici avec la préoccupation légitime et première des intérêts de l'Empire de Russie. Il lui importe avant tout de ne pas prolonger au-delà du strict nécessaire une situation incertaine et qui pèse sur les affaires en même temps qu'elle entrave la production nationale. Autant il peut convenir à l'autre de voir les solutions ajournées, autant il doit importer à la Russie de les attendre pour un avenir peu éloigné.

Il devient ainsi nécessaire que les lenteurs des uns rejoignent en quelque sorte la célérité des autres et que l'on trouve un joint permettant d'entrevoir l'issue d'une crise qui ne saurait s'aggraver en se prolongeant. Aujourd'hui comme naguère l'Europe doit faire tous ses efforts pour obtenir de la Turquie des engagements concluants et des garanties sérieuses en vue de la paix de l'avenir ; mais il faut pour qu'elle soit obtenue que l'on ait à Constantinople la conviction inébranlable que la coercition est toute prête. Que l'Europe veuille et sache user de ce moyen de pression et nul doute qu'il n'aboutisse, que la paix ne soit conservée et que l'humanité ne s'assure des gages solides pour l'avenir.

OEUVRES EN DEPOT AU BUREAU DE PÉRA

Mois de Novembre.

Adresse	Signature	Provenance
4 F. Petrides	Eustratio	Galaiz
3 Christovich	Colombi	Tagnorog
3 Crifili astrasop	Dalsporta	Braila

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

FRANCE.

LE BAL AU PROFIT DES OUVRIERS LYONNAIS.

Le bal au profit des ouvriers lyonnais a eu lieu à l'Opéra, qui a été décoré, pour la circonstance, avec autant de goût que de magnificence.

Quatre mille billets ont été placés par M^{me} de Mac-Mahon et les dames patronesses. Les jolies femmes de l'Opéra avaient obtenu la faveur de garder leurs loges en en payant le prix. Toutes les places des étages supérieurs ont été envahies d'assaut, et la recette faite au bureau s'élève à environ 100,000 francs. Total : 200,000 francs, dont il faudra déduire 60,000 francs de frais. Il restera donc environ 140,000 francs pour les ouvriers lyonnais.

La fête a été splendide ; toutes les promesses du programme ont été tenues, et au delà.

On pénétrait par une immense veranda, surmontée de trophées de drapeaux, construite au-dessus du premier escalier extérieur et s'élevait sur la place. Pour atteindre le vestibule, on marchait dans un véritable jardin où les plantes les plus rares, sorties des serres de la ville, avaient été entassées. Dans le vestibule, partout, des fleurs merveilleuses, des glaces gigantesques, des statues, des tapisseries des Gobelins. Les organisateurs de la fête ont jugé sans doute que la splendeur du grand escalier pouvait se passer de décoration, et ils l'ont laissé tel quel. Mais dans les couloirs ou escaliers latéraux qui l'avoisinaient, c'était une profusion de riches tentures relevées par des crepiques d'or, de glaces gigantesques, de candelabres ; on passait dans des sentiers de verdure. La salle et la scène étaient éclairées de nombreux lustres. De chaque côté de la scène avait été construite une galerie, destinée à recevoir les personnages officiels. Pour atteindre le foyer de la danse, il fallait contourner l'orchestre et traverser une double rangée de magnolias étagés sur des gradins. Le foyer de la danse était splendide ; le parquet était tendu d'un tapis d'Aubusson ; des fleurs le long des glaces ; ça et là, des fauteuils, des divans, des caissons.

Peu à peu sont arrivés les ministres, les hauts fonctionnaires, des sénateurs, des députés, des généraux, etc., tout ce que Paris compte d'hommes célèbres ou connus, de femmes élégantes. Bientôt, à l'intérieur, la foule était telle, qu'on pouvait à peine se mouvoir et encore moins danser.

L'aspect de la salle était splendide, l'éclairage de toilettes étincelantes ; toutes les loges étaient bordées jusqu'au cintre.

Le maréchal de Mac-Mahon en tenue, portant le grand cordon, est arrivé à onze heures et demie avec le général Lamiral et le préfet de la Seine. Il a été reçu sous la veranda et conduit dans sa loge par M. Halévy.

Strauss et Méra se sont enjambés. La musique de la garde républicaine a été, comme toujours, excellente.

Le *Constitutionnel* décrit quelques-unes des toilettes qui faisaient l'orne-

ment de cette grande fête de bienfaisance :

Les jolies toilettes abondaient plus que les jolies femmes à cette fête de suffrage universel ; cependant il y avait encore un congrès de beautés suffisant pour embarrasser les Parisiens en habit noir circulant dans la salle.

La pomme était décorée généralement à M^{me} de Villeneuve, habillée à ravir d'une robe de satin blanc, sans un bijou au cou, sans une fleur dans les cheveux et placée dans l'avant-scène de la baronne Alphonse de Rothschild, M^{me} de Villeneuve, sœur de M^{me} de Baraud, et la femme du propriétaire du plus grand journal du Brésil. La presse ne peut donc être fière de son triomphe. À côté d'elle, et lui faisant les honneurs de sa loge avec la grâce qu'on lui connaît, se trouvait la baronne Alphonse de Rothschild, en robe de faille blanche et coiffée à ravir avec des herbes marines. La baronne avait à la main un superbe bouquet de roses thé.

La plupart des abonnés de l'Opéra avaient conservé leur loge et y exerçaient une aimable hospitalité.

La duchesse de Mouchy en blanc, avec une splendide étoile de diamants sur le front, avait dans sa loge la jeune comtesse Aymery de La Roche-foucauld — et non pas, comme tous les journaux l'ont dit, la comtesse de Pourtales qui n'assistait pas au bal — en blanc, avec un diadème en diamants sur ses cheveux blonds, la duchesse de Bisaccia dans une robe de velours mauve avec des draperies de blonde, guirlandes de diamants le long du corsage et sur la tête et M^{me} O. de Béhague, charmante dans une toilette de faille blanche.

La baronne Gustave de Rothschild en blanc avec tablier tout garni de perles occupait sa loge habituelle. M^{me} Alexandre de Girardin était en rose, de même que la comtesse de Montesson. La comtesse de Vieux-Clair, très jolie en blanc, était à côté de la comtesse de Grailhe, en gris, avec couronne de roses et tous les tons.

La comtesse de Waldner, née de Bourgoing, femme au colonel, portait une ravissante toilette de blanc et blanc avec tablier en vieilles perles de Gènes. Pures blanches et blanches dans les cheveux. Le blanc dominait d'une façon marquée dans la toilette des femmes, mais quant aux fameuses robes de soie brodées si fort annoncées pour cette fête, pas une n'y montrait le bout de sa jupe.

Il ne pouvait être question de danser à cette fête, bien promise, comme il s'en donne en Italie, à Vienne, à Saint-Petersbourg, et les petits bourgeois venus à l'Opéra pour se tremousser avec des marquis en ont été pour leurs espérances d'un trébuchet.

M. Jules Simon n'a pas voulu autoriser le père Hyacinthe à faire des conférences à Paris sur la religion chrétienne, mais il lui a permis de parler sur la morale et l'économie sociale. L'*Univers* allant plus loin, a affirmé que M. Jules Simon, interrogé par M. de B. Castel sur la question de savoir s'il avait autorisé le père Hyacinthe à faire des conférences religieuses, avait répondu négativement ; l'*Univers* paraissait en conclure qu'une espèce de conférence était interdite au père Hyacinthe.

Afin d'éclaircir le public, dit le *Temps*, sur le véritable caractère de cet incident nous reproduisons en entier la correspondance échangée par le père Hyacinthe, d'abord avec M. de Marcère, récemment avec M. Jules Simon.

Voici d'abord la lettre adressée par le père Hyacinthe à M. de Marcère :

A Son Exc. M. de Marcère, ministre de l'Intérieur.

Genève, le 10 novembre 1876.

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous demander l'autorisation de faire des conférences à Paris cet hiver, du mois de décembre au mois de mars. Les sujets que je me propose de traiter appartiennent à la doctrine et à la morale chrétienne et sont à peu près les mêmes que j'ai exposés, il y a quelques semaines à Londres, sous la présidence de M. Gladstone et de M. le duc d'Argyll. C'est assez vous dire qu'ils ne peuvent servir de prétexte, même éloigné, à des passions révolutionnaires et irréligieuses que j'ai toujours détestées.

Permettez-moi d'insister, M. le ministre, pour que la réponse que vous voudrez bien me donner ne se fasse pas attendre. J'en ai besoin dans un court délai, afin de prendre mes mesures pour quitter Genève en temps opportun et pouvoir d'avance aux détails d'organisation.

Veillez agréer, monsieur le ministre, l'hommage des sentiments de respectueuse considération avec lesquels j'ai l'honneur d'être,

De Votre Excellence, le très-humble et obéissant serviteur, HYACINTHE LOYSON.

Voici dans quels termes M. de Marcère répondit à cette demande :

Monsieur,

Vous m'avez demandé l'autorisation de faire à Paris, pendant le cours de cet hiver, des conférences publiques sur des sujets appartenant à la doctrine et à la morale chrétienne.

La disposition du décret du 17 mars 1868 qui confère à l'administration supérieure le droit d'autoriser les conférences ou cours publics ne s'applique qu'aux conférences portant sur des matières scientifiques ou littéraires, et non aux controverses religieuses. J'ai donc le regret de ne pouvoir accueillir votre demande, quelques garanties que puisse offrir votre caractère au point de vue des dangers auxquels fait allusion la lettre que vous avez bien voulu m'adresser.

Aucune disposition légale ne s'occupe, du reste, à ce que vous usiez du droit qui appartient à tout citoyen d'exposer ses opinions dans des réunions privées.

Agrez, monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Le ministre de l'Intérieur, DE MARCÈRE.

M. Jules Simon ayant pris le ministère de l'Intérieur, le père Hyacinthe lui adressa la même demande en ces termes :

A Son Exc. M. Jules Simon, ministre de l'Intérieur.

Genève, le 18 décembre 1876.

Monsieur le ministre,

Au nom de la liberté religieuse que vous

avez si noblement défendue par la parole et par la plume, et que vous venez d'affirmer aux applaudissements du Parlement français, j'ai l'honneur de vous adresser une demande en autorisation à laquelle j'ose espérer que vous voudrez bien faire une prompte et favorable réponse.

Il s'agit de conférences publiques que je désire faire à Paris cet hiver, du mois de janvier au mois de mars. Les sujets que je me propose d'y traiter se rattachent à la doctrine et à la morale chrétiennes, et sont, dans le fond, les mêmes que j'ai exposés l'été dernier à Londres, sous la présidence de M. Gladstone et de M. le duc d'Argyll. C'est assez vous dire qu'ils ne peuvent servir de prétexte, même éloigné, à des passions révolutionnaires et irréligieuses que j'ai toujours détestées.

Permettez-moi d'insister, monsieur le ministre, pour que la réponse que vous voudrez bien me donner ne se fasse pas attendre. J'en ai besoin dans un court délai, afin de prendre à temps les mesures nécessaires.

Veillez agréer, etc.

HYACINTHE LOYSON.

M. Jules Simon répondit :

Paris, le 19 janvier 1877.

Monsieur,

Vous m'avez demandé l'autorisation de donner, dans le cours de l'hiver, à Paris, des conférences publiques sur des sujets se rattachant à la doctrine et à la morale chrétiennes.

Mon honorable prédécesseur, saisi par vous d'une demande semblable, n'a pas cru devoir l'accueillir et j'ai le regret de ne pouvoir revenir sur la décision prise par M. de Marcère, les conférences dont il s'agit paraissant devoir constituer un véritable enseignement religieux qu'il ne saurait m'appartenir de permettre en dehors des conditions auxquelles un enseignement de cette nature est soumis par la loi lorsqu'il s'exerce publiquement.

Cependant, si, écartant les sujets de doctrine, vous entendiez vous borner à traiter des sujets de morale, je ne ferais aucune difficulté de vous y autoriser, convaincu que vous auriez à cœur d'éviter toute polémique irritante.

Dans ce cas, vous voudriez bien, monsieur, me faire connaître la liste des sujets par vous choisis et le local où vous désirez vous faire entendre.

Agrez, monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Le président du conseil, ministre de l'Intérieur, JULES SIMON.

Le père Hyacinthe a écrit de nouveau :

A Son Exc. M. Jules Simon, ministre de l'Int.

Genève, le 10 février 1877.

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de remercier Votre Excellence de l'autorisation qu'elle veut bien m'accorder pour des conférences de morale à donner dans le cours de l'hiver à Paris.

J'aroue ne pas comprendre le motif indiqué par Votre Excellence pour la restriction qu'elle apporte à l'endroit de sujets plus directement religieux, puisque c'est tout particulièrement pour ces sortes de conférences que la loi, si je ne me trompe, confère à l'administration supérieure le droit d'autorisation.

Quoi qu'il en soit, je me bornerai aux sujets de morale, et je n'ai pas besoin d'ajouter que j'éviterai à Paris, comme je l'ai fait ailleurs, toute polémique irritante.

La liste des sujets que Votre Excellence me demande de lui indiquer est celle-ci :

La crise morale et les fausses solutions ;
La réforme de la famille ;
Le respect de la vérité ;
Le jugement final.

Je compte traiter ces quatre sujets dans la salle Vendatour, le dimanche à deux heures, à partir du 4 mars jusqu'au 25 du même mois.

Veillez agréer, Monsieur le ministre, l'hommage des sentiments de respectueuse considération, avec lesquels j'ai l'honneur d'être,

De Votre Excellence,

Le très-humble et obéissant serviteur, HYACINTHE LOYSON.

AUTRICHE-HONGRIE.

M. le ministre-président Tisza a prononcé, à l'occasion de la présentation du cabinet reconstruit, un assez long discours à la Chambre des députés de Pesth. L'orateur s'est résumé dans la déclaration que le gouvernement se rendait parfaitement compte de la lourde responsabilité qu'il avait assumée en acceptant le projet du compromis. De deux maux on aurait choisi le moindre, c'est-à-dire l'acceptation. M. Tisza a terminé son discours par ces mots :

« Si vous jugez à propos de rejeter des projets de loi qui est de notre devoir de défendre, ceux qui auraient rejeté ce que nous avons reconnu indispensables dans l'intérêt même du pays, seraient seuls responsables des conséquences de ce refus. »

Le baron Senyay a pris ensuite la parole, au milieu de l'attention soutenue de l'assemblée, pour motiver son attitude par rapport à l'offre qui lui avait été faite de former un nouveau cabinet. Le chef des conservateurs hongrois a fait ressortir avant tout sa résolution inébranlable de ne servir son roi et sa patrie que sur le terrain légal et constitutionnel. Si la refusé de se charger de la composition du nouveau cabinet, c'est moins par égard au petit nombre de ses adhérents qu'il n'est la conviction qu'il ne pourrait assumer, devant la législature, la responsabilité de l'acceptation du pacte proposé par ses prédécesseurs.

« En ma qualité de représentant indépendant, dit-il, le vote que j'emprunterai sur les stipulations concernées sera purement impartial, mais je ne me sens nullement appelé à les défendre en qualité de conseiller de la Couronne. »

Une question qui s'impose, continue l'orateur, est celle de savoir si, le cas échéant, il nous resterait assez de temps pour négocier de nouvelles négociations. On m'a assuré, il est vrai, en tout impétuosité, que la situation soit grave, nous n'avons pas à craindre de complications immédiates. Et ces complications éventuelles nous pouvons même espérer qu'elles nous seront tout à fait épargnées si nous savons adopter une politique qui ait de heureuses conséquences. En tout cas ce serait une imprudence de notre part que de provoquer une crise à l'intérieur, vu que nous serons peut-être obligés de recourir sous peu à l'étranger.

C'est pour éviter cette crise que j'ai prié Sa Majesté de vouloir bien me relever de la mission qui devait m'être confiée.

Le baron de Simonyi prend la parole ;

« M. Tisza s'est abaissé, dit-il ; il a fait antichambre devant les partis politiques d'un autre pays ; la démission du ministère n'était qu'une manœuvre ; M. Tisza a subi une humiliation pour rendre service à la Hongrie, il est vrai, mais cette humiliation retombe aussi sur le pays. La manière dont a été traitée la question de la parité, dit en terminant l'orateur, est la plus grande insulte qui ait jamais été faite à un Etat. »

M. Tisza réplique, aux applaudissements de l'assemblée, qu'il n'a jamais fait antichambre auprès des partis politiques, qu'il n'a en affaire qu'au ministère. Il n'y aurait de la honte et du déshonneur dans l'histoire de la patrie lorsque ceux qui seraient à pelés au pouvoir négleraient, pour satisfaire leurs rancunes personnelles, les intérêts les plus chers de la nation. — La séance est close.

À la Chambre des magnats le président, M. Majath, déclare qu'il a exposé à Sa Majesté les motifs qui l'avaient déterminé à décliner la mission de former le nouveau cabinet.

M. Tisza fait ensuite un court exposé de la crise ministérielle ainsi que des négociations entre les deux gouvernements et demande l'appui de la Chambre pour le ministère. Le président salue le gouvernement reconstruit et déclare qu'il est du devoir de la Chambre de l'appuyer et de seconder ses efforts en vue du bien-être du pays.

ALLEMAGNE.

EXPULSION DES OPTANTS.

Le *Journal d'Alsace*, du 4, publie sous ce titre ce qui suit :

Nous recevons journellement des communications qui attestent le profond mécontentement des familles par les ordres d'expulsion du territoire d'Alsace-Lorraine, inimés récemment et de la façon la plus inopinée par l'autoité à un grand nombre d'Alsaciens-Lorrains ayant opté pour la nationalité française. Des jeunes gens attachés depuis de longues années à des maisons de commerce ou de banque ; d'autres, chefs de maisons ; des pères de famille, enfin, ont été touchés d'un ordre de cette nature au moment où ils s'y attendaient le moins. Nous n'hésions pas à voir dans cette mesure de rigueur, que rien ne justifiait au point de vue général, une décision fâcheuse à tous égards ; non-seulement elle peut entraîner la ruine de bien des carrières, mettre le commerce et l'industrie du paysaennage dans un fâcheux embarras, mais encore elle sème au sein de la population, qu'elle touche et lèse, des affections comme dans ses intérêts, une irritation dont les échos ne prennent pas la peine de se déguiser.

Que l'autorité se réserve d'élargir du territoire d'Alsace-Lorraine qu'ils ne résident plus qu'à titre d'étrangers les optants qui provoqueraient une mesure par quelque motif ou par une attitude compromettante, on pourrait l'admettre ; mais qu'elle étende cet ordre à des personnes paisibles et laborieuses qui concourent, en définitive, à la prospérité du pays, voilà qui semblera aussi dur qu'un coup de fusil.

Espérons que l'autorité aura égard au mouvement de l'opinion et ne poussera pas plus loin l'exécution d'une prescription dont l'effet immédiat serait d'empêcher en Alsace-Lorraine la situation morale, tout en compromettant la situation économique.

Du reste, cette grave question de la position d'optants sur le territoire cédé ne peut tarder à être portée devant le Reichstag ; elle fait partie du programme de plusieurs de MM. les députés d'Alsace-Lorraine, et le pays tout entier attend d'eux qu'ils interviennent avec énergie pour obtenir une législation plus douce en faveur de nos compatriotes ayant opté. C'est sur ce terrain d'action que la députation qui vient de se rendre à Berlin pourra, sans acception de nuance politique, se créer des titres à la gratitude unanime de ses commettants, et nous avons la confiance qu'elle fera dans ce but tout ce qui sera en son pouvoir.

P.-S. — Cet article était rédigé, lorsque nous avons reçu, hier soir, de notre correspondant de Berlin la dépêche suivante, qui réalise l'opinion que nous venons d'émettre. Cette dépêche est ainsi conçue :

« Les cinq députés de la Basse-Alsace viennent d'avoir une audience de trois quarts d'heure avec M. le prince de Bismarck au sujet de la régularisation de la position des optants, et en ont emporté l'assurance d'une solution favorable. Les députés poursuivront ce grave intérêt. »

Du reste, cette grave question de la position d'optants sur le territoire cédé ne peut tarder à être portée devant le Reichstag ; elle fait partie du programme de plusieurs de MM. les députés d'Alsace-Lorraine, et le pays tout entier attend d'eux qu'ils interviennent avec énergie pour obtenir une législation plus douce en faveur de nos compatriotes ayant opté. C'est sur ce terrain d'action que la députation qui vient de se rendre à Berlin pourra, sans acception de nuance politique, se créer des titres à la gratitude unanime de ses commettants, et nous avons la confiance qu'elle fera dans ce but tout ce qui sera en son pouvoir.

P.-S. — Cet article était rédigé, lorsque nous avons reçu, hier soir, de notre correspondant de Berlin la dépêche suivante, qui réalise l'opinion que nous venons d'émettre. Cette dépêche est ainsi conçue :

« Les cinq députés de la Basse-Alsace viennent d'avoir une audience de trois quarts d'heure avec M. le prince de Bismarck au sujet de la régularisation de la position des optants, et en ont emporté l'assurance d'une solution favorable. Les députés poursuivront ce grave intérêt. »

Du reste, cette grave question de la position d'optants sur le territoire cédé ne peut tarder à être portée devant le Reichstag ; elle fait partie du programme de plusieurs de MM. les députés d'Alsace-Lorraine, et le pays tout entier attend d'eux qu'ils interviennent avec énergie pour obtenir une législation plus douce en faveur de nos compatriotes ayant opté. C'est sur ce terrain d'action que la députation qui vient de se rendre à Berlin pourra, sans acception de nuance politique, se créer des titres à la gratitude unanime de ses commettants, et nous avons la confiance qu'elle fera dans ce but tout ce qui sera en son pouvoir.

P.-S. — Cet article était rédigé, lorsque nous avons reçu, hier soir, de notre correspondant de Berlin la dépêche suivante, qui réalise l'opinion que nous venons d'émettre. Cette dépêche est ainsi conçue :

« Les cinq députés de la Basse-Alsace viennent d'avoir une audience de trois quarts d'heure avec M. le prince de Bismarck au sujet de la régularisation de la position des optants, et en ont emporté l'assurance d'une solution favorable. Les députés poursuivront ce grave intérêt. »

Du reste, cette grave question de la position d'optants sur le territoire cédé ne peut tarder à être portée devant le Reichstag ; elle fait partie du programme de plusieurs de MM. les députés d'Alsace-Lorraine, et le pays tout entier attend d'eux qu'ils interviennent avec énergie pour obtenir une législation plus douce en faveur de nos compatriotes ayant opté. C'est sur ce terrain d'action que la députation qui vient de se rendre à Berlin pourra, sans acception de nuance politique, se créer des titres à la gratitude unanime de ses commettants, et nous avons la confiance qu'elle fera dans ce but tout ce qui sera en son pouvoir.

P.-S. — Cet article était rédigé, lorsque nous avons reçu, hier soir, de notre correspondant de Berlin la dépêche suivante, qui réalise l'opinion que nous venons d'émettre. Cette dépêche est ainsi conçue :

« Les cinq députés de la Basse-Alsace viennent d'avoir une audience de trois quarts d'heure avec M. le prince de Bismarck au sujet de la régularisation de la position des optants, et en ont emporté l'assurance d'une solution favorable. Les députés poursuivront ce grave intérêt. »

Si des différends surgissent pendant son administration, M. Hayès adoptera le même moyen pour les régler.

Il parle ensuite du grand exemple qu'un peuple pratiquant le suffrage universel a donné dans une question aussi brûlante que celle de l'élection du président; il loue sa soumission à la décision légale, et, quant à lui, il est, en de confiance dans la direction divine qui décide du destin des peuples.

M. Hayès termine en faisant appel à l'union, afin que la paix, le bonheur, la vérité, la justice et la religion règnent toujours dans la nation.

TRIBUNAUX ÉTRANGERS.

IBUNAL CORRECTIONNEL D'ATHÈNES.

Affaire Commanoudis-Zinopoulo
Présidence de M. Gortynios.

M. Léonidas Boulgaris (ne pas confondre avec M. Démétrios Boulgaris) avait été soupçonné d'entretenir des relations avec les Serbes, à l'effet de provoquer un soulèvement dans les provinces helléniques de la Turquie. Les émissaires des Serbes avaient en tort de s'adresser à un homme qui n'exerce pas plus d'influence en Grèce que dans les provinces grecques de l'empire ottoman. Peut-être, circonstance atténuante pour eux, n'ont-ils eu recours à M. L. Boulgaris qu'après avoir reconnu l'impossibilité d'entraîner des personnes considérables dans le mouvement contre la Turquie.

M. Zinopoulo, secrétaire général du ministère de l'intérieur, étant allé faire un voyage d'agrément à Corfou (d'où disent pour raisons de service) fut soupçonné d'entretenir une correspondance suivie avec L. Boulgaris. Une lettre égarée, publiée dans les journaux, donna une certaine consistance à ces soupçons. L'opinion s'émouva tout contre lui comme anti-patriotique, un mouvement contre la Turquie entrepris dans les circonstances qui avaient provoqué la guerre turco-serbe. Les journaux demandèrent des explications. Le *Mellon* publia une conversation que son rédacteur avait eue avec M. Commanoudis (ne pas confondre avec le savant archéologue de ce nom) et dans laquelle M. Zinopoulo était accusé non-seulement d'avoir été de connivence avec M. Boulgaris, mais aussi d'avoir partagé avec lui les subsides qu'on avait envoyés de Belgrade.

Devant cette accusation publique, M. Zinopoulo déposa une plainte en diffamation contre M. Commanoudis, l'émissaire présumé de l'Oméline.

M. Commanoudis s'est, ainsi que nous l'avons déjà annoncé, laissé condamner par défaut. Jeudi il se présentait pour être définitivement jugé.

Le tribunal est composé de MM. Gortynios, faisant fonctions de président, Homatianos, Sophianos, Kriezis et Valvi. M. Bensi, procureur du roi, est assis au banc du ministère public. MM. Rhalit et Valetta, députés, sont assis au banc de la défense.

Après les formalités préliminaires on procède à l'interrogatoire des témoins.

M. L. Boulgaris dit que l'argent reçu par lui devait servir à un but patriotique, à l'accomplissement de ses projets. Sa conduite n'a rien de répréhensible. Il ne dit rien des prétendues relations qu'il aurait entretenues avec M. Zinopoulo.

Anastase Byzantios, rédacteur de l'*Himéra*. M. Commanoudis ne lui a jamais parlé d'argent que M. Zinopoulo aurait reçu, mais seulement des projets de M. Boulgaris. M. Zinopoulo lui a dit un jour qu'il ne croyait pas que M. Commanoudis l'ait accusé d'avoir reçu de l'argent de Serbie, mais que c'était plutôt à un racontar du *Mellon* pour se faire donner de l'argent pour le défendre. Le témoin termine en disant que M. Zinopoulo paraissait s'être repenti d'avoir porté plainte contre M. Commanoudis.

Jean Cambaroglou, rédacteur de l'*Ephémère*. Avant l'arrivée de M. Commanoudis à Athènes on causait beaucoup d'actes insensés de M. Zinopoulo à Corfou et de la conduite répréhensible de M. Boulgaris. M. Commanoudis lui a affirmé que M. Boulgaris avait reçu de l'argent et qu'il s'entendait avec M. Zinopoulo, mais sans pouvoir affirmer que ce dernier avait reçu aussi de l'argent. Il s'indignait de voir le secrétaire général compromettre le nom hellène dans de basses intrigues. L'émissaire monténégrin Plamenatz les croyait tous deux coupables.

Les témoins Apostolidis et Vambas, rédacteurs des *Débats* et de la *Sua*, ne déposent rien de saillant.

M. Léon Oliviero, de nationalité italienne, était secrétaire de M. Boulgaris. Un jour ce dernier lui fit écrire une lettre au colonel Becker et à d'autres; il promettait de faire soulever les provinces frontalières si on lui envoyait de l'argent; il annonçait qu'il était en relations avec M. Zinopoulo, à qui il communiquait ses projets et avec M. Commanoudis lui-même. Il avait le télégraphe à sa disposition, allait recevoir 100,000 fr. de Serbie. En dehors de certaines petites sommes, il reçut un jour 19,000 fr. de M. Becker, dont, dit-il, il allait en envoyer 7,000 à M. Zinopoulo à Corfou. Dans une autre lettre au colonel Becker il disait que quatre corps de volontaires hellènes allaient débarquer sur quatre points différents de la Turquie et qu'il avait conçu le projet d'un soulèvement général de l'Albanie. (Le témoin remet le projet entre les mains du président). De retour de Corfou, M. Zinopoulo se rendit chez M. Boulgaris. Il reçut alors des instructions pour rédiger une nouvelle lettre à M. Becker où il était dit que rien n'était encore prêt, le gouvernement n'ayant pas d'argent, mais que si la guerre continuait on ne devait pas désespérer de provoquer un soulèvement dans les provinces grecques. Enfin, le témoin affirme que L. Boulgaris lui suppliede quitter Athènes avant le jugement du procès, parce que sa déposition le ruinerait. Il a même offert de lui donner de l'argent. Cette partie de la déposition de M. Oliviero est confirmée par les dépositions de MM. Xidis et Podotis, garçons du restaurant où M. Oliviero prend ses repas.

M. Commanoudis, accusé. Il a appris tout ce qu'on vient de relater, parce que ces choses-là se disaient même avant son arrivée en Grèce. Il n'a jamais dit à personne que M. Zinopoulo avait reçu de l'argent. Indigné de ses relations avec L. Boulgaris, il a dit à M. Commanoudis qu'il ne devait pas tolérer une pareille conduite de la part du secrétaire général. M. Commanoudis lui a répondu: «Soyez tranquille. Boulgaris a reçu de l'argent, mais il n'a pas su en faire un bon usage.» L'accusé avait confondu Léonidas Boulgaris avec un autre que les Serbes avaient cru capable de les aider. Il parle ensuite de l'argent envoyé à Boulgaris.

L'audience est renvoyée au lendemain.

Audience du 1^{er} mars.

A l'audience le tribunal, après avoir entendu l'organe du ministère public concluant à la condamnation et les défenseurs demandant l'acquiescement de l'accusé, a condamné M. Commanoudis à 6 mois de prison et aux dépens.

VARIÉTÉS.

Le roi des chemins de fer aux États-Unis.

Nous avons dernièrement annoncé la mort d'un des plus riches commerçants, non-seulement des États-Unis, mais encore du monde entier, le commodore Cornelius Vanderbilt, qui n'a pas tardé à suivre dans la tombe deux autres millionnaires, habitant, comme lui la ville de New York, à savoir William B. Astor et Alexandre T. Stewart.

On était assez curieux, aux États-Unis, de savoir à quel chiffre pouvait se monter la fortune de Cornelius Vanderbilt, qui n'avait jamais fait parade de sa richesse, qui, au contraire, prétendait la dissimuler, peut-être dans le but d'échapper aux impôts qui eussent frappé ses propriétés immobilières et sa fortune mobilière. L'attente pourtant a été trompée. On a ouvert le testament du défunt; de ce testament, de la masse et de l'importance des legs qui y sont détaillés, il ressort que Vanderbilt disposait en effet d'une fortune énorme; mais il a eu soin de n'en faire connaître le chiffre exact à personne, sauf à son fils aîné, qu'il institua son légataire universel et qu'il avait associé depuis quelques années à ses grandes entreprises.

L'institut donc son héritier, mais à charge de distribuer un certain nombre de legs dont le montant s'élevait à la somme de 17 à 18 millions de dollars (85 à 90 millions de francs).

Dans ce partage, un de ses petits-fils reçoit 5 millions et demi de dollars (27 millions et demi de francs); 3 autres ont chacun 2 millions de dollars (10 millions de francs); 5 de ses filles reçoivent chacune un demi million de dollars (2 millions et demi de francs); 3 autres se partagent les intérêts de 500,000, 400,000 et 300,000 dollars, c'est-à-dire de 2,500,000, 2,000,000 et 1,500,000 fr.

Vanderbilt s'était marié dès l'âge de dix-neuf ans, ayant d'abord par son travail gagné assez d'argent pour se marier en ménage. Puis, ayant perdu sa femme, il avait épousé en secondes noces, à 75 ou 76 ans, une de ses parentes d'un degré éloigné, miss Frank Crawford, âgée de 30 ans. A cette seconde femme dont il n'a pas eu d'enfants, il laissa 700,000 dollars (3,500,000 fr.). De son premier mariage, il avait eu quatre fils et neuf filles.

A l'un de ses fils, qui ne paraît pas avoir l'esprit d'économie qui caractérise les Vanderbilt, il ne légua qu'une somme relativement minime, 200,000 dollars (1 million de francs).

L'aîné hérite, comme nous l'avons dit, du reste de la fortune, que les uns estiment de 60 à 70 millions de dollars (300 à 350 millions de francs), les autres de 80 à 100 millions de dollars (400 à 500 millions de francs). Si le défunt n'a pas laissé de plus grosses sommes à ses filles, c'est qu'il avait des idées à lui sur le rôle des femmes et sur leurs aptitudes. «L'argent ne fait pas de bien aux femmes», était un axiome qu'il répétait souvent.

Vanderbilt a fait encore beaucoup d'autres legs. A l'écclesiastique qui l'a assisté dans ses derniers moments et qui avait déjà obtenu de lui la construction d'une église, il laisse 20,000 dollars (100,000 fr.); à son médecin qui avait d'abord reçu 30,000 dollars (150,000 fr.); il en donne de nouveau 10,000 (50,000 fr.); à son frère, 50,000 dollars (250,000 fr.); et à ses neveux des sommes encore plus fortes. — Un de ses employés, qui jouissait de toute sa confiance, reçoit un don de 20,000 dollars (100,000 fr.).

Pendant sa maladie, qui a duré longtemps, il avait déjà distribué à des parents proches ou éloignés, à ses serviteurs, à ses gardes-malades des sommes équivalant à 700,000 dollars (3,500,000 fr.), sans compter 1 million de dollars (5 millions de francs) consacrés à différentes fondations, entre autres à l'établissement d'une maison de retraite pour les employés de ses chemins de fer, que l'âge, la maladie ou les infirmités auraient rendus incapables d'aucun travail.

Cornélius Vanderbilt était un de ces hommes qu'en Amérique on désigne sous le nom de *self-made*, c'est-à-dire qui se sont fait eux-mêmes ce qu'ils sont, par leur travail, leur activité et leur énergie. Ainsi qu'on se nom l'indique, il descendait d'une de ces familles hollandaises qui travaillèrent à la fondation de New-York, appelée alors la Nouvelle Amsterdam. Il était né le 27 mai 1794 dans l'île de Staten-Island, voisine de New-York, le dernier de neuf enfants. Son père était fermier; il alla porter et vendre au marché de New-York, qui n'était encore que de 60,000 habitants, ses fruits et ses légumes.

Le jeune Vanderbilt aidait dans ces transports. Il y gagna du goût pour tout ce qui tient à la navigation; aussi, son ambition, quand il eut quelques années de plus, fut de posséder un bateau à lui. A seize ans, ayant perdu son père, il demanda à sa mère de lui envoyer 100 dollars (500 francs), pour l'achat d'une embarcation. 100 dollars étaient une grosse somme, eu égard aux ressources du ménage; aussi la mère ne les accorda qu'à une condition: c'est que l'enfant saurait se tirer aisément de la culture d'un terrain d'une étendue de huit acres qu'elle lui abandonnerait. Cette condition fut remplie avec succès, et cette affaire devint le point de départ de la fortune de Vanderbilt.

L'enfant avait, il est vrai, négligé de s'appliquer à l'étude. Il aimait mieux errer en liberté, monter à cheval, nager et canoter que fréquenter les écoles. Il excellait dans tous les exercices du corps, mais il ne fallait rien lui demander au delà; ses études premières ne furent guère poussées plus loin que la lecture, l'écriture et le calcul.

La guerre de 1812 entre les États-Unis et l'Angleterre lui fournit l'occasion de déployer ses talents pratiques. Les forts du port de New-York furent approvisionnés par ses soins; et la bécasse qu'il recueillit de cette opération lui permit d'acquiescer deux schooners, avec lesquels il fit le cabotage du Sud.

Le jour anniversaire de ses 23 ans, il constata non sans une certaine satisfaction qu'il se trouvait à la tête d'un capital de 10,000 dollars (50,000 fr.).

Cependant, avec son esprit perspicace, le marinier américain n'avait pas tardé à s'apercevoir que l'invention de son compatriote Fulton allait amener une révolution radicale dans l'art de la navigation et dans les habitudes du commerce. Devant que la marine à voiles avait fait son temps, Vanderbilt, propre à ra de deux voiliers qui lui rapportaient 2,200 dollars de bénéfice net par an (11,000 fr.), n'hésita pas à se mettre en service chez un riche armateur de New-Jersey, aux appointements annuels de 1,000 dollars (5,000 fr.). Capitaine d'un steamerbot qui faisait le service entre New-York et Philadelphie, Vanderbilt prit son temps; il étudia les ressources de la marine à vapeur, et se rendit compte de l'avenir qui lui était réservé.

Pendant dix ans, il vécut ainsi aux gages d'un entrepreneur; mais quand il eut recueilli une ample moisson d'observations et de faits, et qu'il crut posséder toutes les connaissances nécessaires, rien ne put le retenir. M. Gibbons (c'était le nom de l'armateur) lui offrit, pour le conserver, un traitement annuel de 5,000 dollars (25,000 fr.); il lui proposa même de lui céder son entreprise, en lui laissant toute facilité pour le paiement. Vanderbilt refusa; il ne voulait être sous la dépendance de personne, n'avoir d'obligation à qui que ce soit; il voulait être son maître, et ne faire que les entreprises qui lui conviendraient.

Lorsqu'il reprit sa liberté pour entreprendre la construction des navires à vapeur, Vanderbilt possédait un capital de 30,000 dollars (150,000 fr.). Vingt ans après, le nombre des vapeurs dont il disposait était de 38, servant tant pour le service intérieur que pour le cabotage. La découverte des mines d'or de la Californie vint donner un nouvel essor à ses spéculations. Il s'agissait de transporter les émigrants et d'inaugurer les communications avec les nouveaux États qui n'allaient par tarder à se fonder sur la côte du Pacifique.

Vanderbilt traita avec le gouvernement de Nicaragua et établit une compagnie de bateaux à vapeur pour faire concurrence, à moitié prix (300 dollars ou 1,500 fr. de passage, au lieu de 600 dollars, ou 3,000 fr.), à celle qui était en possession du transit entre New-York et San-Francisco, par Panama. D'autres lignes furent ensuite créées par lui, notamment une ligne transatlantique entre New-York et la Havre.

Après avoir visité les principaux ports et les places de commerce les plus importantes de l'Europe sur un yacht construit par lui et le premier de ce type qui eût encore traversé l'Atlantique, le moins à ce que prétend le *New-York Herald*, Vanderbilt revint en Amérique avec l'idée d'abandonner la carrière où il avait fait une si brillante fortune, non pour jouir du repos, comme on pouvait le croire, mais pour se lancer dans d'autres entreprises, dans des spéculations nouvelles.

Lorsqu'il renonça, vers 1857 ou 1858, au métier d'armateur et de constructeur maritime, sa fortune s'élevait à environ 40 millions de dollars (200 millions de francs). Celle qu'il fit dans les entreprises de chemins de fer auxquelles à partir de cette époque il se livra tout entier, fut encore plus considérable. Les différentes lignes qu'il possédait ou dirigeait, formaient un réseau d'une étendue de 978 milles, représentant un capital de 150 millions de dollars (750 millions de francs), dont la moitié était entre les mains de sa famille. Aussi appelait-on Vanderbilt le *roi des chemins de fer*.

A l'assemblée des actionnaires du New-York Central, en 1867, il emporta le vote à la présidence, en produisant le plus grand nombre d'actions. Elu président, il continua ses achats de titres pour une valeur de 2 millions de dollars (10 millions de francs) par an, et ces 10 millions de francs n'étaient que ses dividendes accumulés.

Dans un coup monté, en 1834, sur les actions du chemin de fer de Harlem et qu'il déposa, se trouvant maître à peu près de tous les titres, il gagna, dit-on, 10 millions de dollars (50 millions de francs).

Vanderbilt, à ce que racontait un banquier au rédacteur du *New-York Herald*, était le plus fort spéculateur qui ait encore existé non pas seulement dans Wall-street (rue où se tient la bourse de New-York), mais encore dans le monde entier. Il lui arrivait parfois de risquer 10 à 15 millions de dollars (50 à 75 millions de francs) en une seule bourse; or, il était presque toujours heureux dans ces spéculations. Ses entreprises étaient de même, en général, couronnées par le succès. Quelqu'un lui demandait un jour, en plaisantant, au moyen de quel talisman il avait pu acquiescer une si grande fortune: «Ce résultat n'est pas dû à des procédés mystérieux, répondit-il; mais c'est simplement celle-ci: tout ce que j'ai fait, je l'ai fait sérieusement, marchant hardiment au but; mais en ayant toujours soin de garder le silence sur ce que j'allais entreprendre et de n'en parler que lorsque l'affaire était en train.»

On a reproché à Vanderbilt d'avoir distrait de son immense fortune une somme destinée à quelque fondation éblouissante, qu'il illustré son nom et perpétué sa mémoire. C'est, du moins, le blâme que formule la *Gazette d'Augsbourg* (notice sur C. Vanderbilt, n° du 2 février); mais il nous semble que si le reproche s'applique à S. V. evar; qui, ainsi que nous l'avons dit ailleurs, aurait pu tenir «à honneur de perpétuer son nom par quelque chose de grand, par quelque établissement utile, comme en ont laissé à leur pays plusieurs patriotes et philanthropes américains,» ce reproche serait injuste à l'égard de Vanderbilt.

Il avait, de son vivant, fondé à Nashville (Etat de Tennessee), un Université qui porte son nom. Cet établissement, à qui Vanderbilt fit un don de 700,000 dollars (3,500,000 fr.), a été inauguré le 4 octobre 1875. L'an dernier le nombre des étudiants y était de 300. Cette Université comprend une Faculté de théologie avec 4 professeurs, une Faculté de droit qui en a 3, une Faculté de médecine et une Faculté des sciences et des lettres qui en ont 11 chacune. La bibliothèque de l'établissement se compose de 6,000 volumes; pour l'achat du matériel scientifique, il a été dépensé plus de 50,000 dollars (250,000 fr.).

Ce n'est pas le seul présent que Vanderbilt ait déposé sur l'autel de la patrie. Pendant la guerre de la sécession, il fit présent au gouvernement fédéral d'un de ses plus beaux navires à vapeur, le *Vanderbilt*, dont la construction lui avait coûté 800,000 dollars (4 millions de francs). De méchantes langues ont, il est vrai, prétendu que cet acte de désintéressement n'était qu'une habile spéculation de sa part. Les flibustiers du Sud forçaient ses navires à l'inaction; mais le gouvernement pouvait les acheter, soit pour les transformer en bâtiments de guerre, soit pour les employer au transport des troupes. Un don fait à propos était la meilleure introduction à un marché de ce genre.

Donc, au lieu de perdre, comme la dureté des temps le faisait craindre, Vanderbilt, dit la *Gazette d'Augsbourg*, gagna des millions. C'est ainsi qu'toutes les opérations qu'il tenta furent prospères.

(Journal officiel).

REVUE SCIENTIFIQUE.

Sommaire du numéro 34 (17 février 1877).

La fermentation et ses rapports avec les phénomènes morbides, par M. J. TYNDALL. — Un voyage scientifique en Auvergne: III. L'excursion au Puy-de-Dôme et l'Observatoire. — Les couleurs accidentelles ou subjectives, par M. J. Plateau. — Nécrologie: Th. Laycock. — Académie des sciences de Paris. Bibliographie scientifique. Chronique scientifique.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

Sommaire du numéro 34 (17 février 1877).

Un historien allemand de la Révolution française: M. H. de Sybel, par M. Alfred RAMBAUD. — De l'utilité des études archéologiques, par M. Albert LEBEGUE. — Documents inédits relatifs aux affaires de France et d'Italie aux XVIII^e et XIX^e siècles. — La question des Tailleurs, par M. Charles BIGOT. — Gauserie littéraire. — Notes et impressions, par X^{xxx}. — La semaine politique. — Bulletin.

(On s'abonne au bureau du journal, 8, place de l'Odéon, à Paris).

CHARGE JOURNAL.

Paris..... Six mois: 12 fr. — Un an: 20 fr.

Départements..... 45 » — 25 »

LES DEUX JOURNAUX RÉUNIS.

Paris..... 20 » — 36 »

Départements..... 25 » — 42 »

PRIX DU NUMÉRO: 50 CENTIMES.

BOURSE

COURS DES FONDS.

GALATA, le 12 mars 1877.
Ouv. du C. p. det. P. 43 4 —
Hausse..... 43 5 —
Baisse..... 43 3 —
Clôt. du midi..... 43 3 —
Clôt. du soir..... 43 3 —
Après Bourse..... 43 3 —

Actions S. Gén. coup. dt. L. S. 3 5 —

» de la Société de l'Industrie..... 2 6 —

» de valeurs, coup. dt. » 3 8 —

» de la Banque de l'Inde..... 3 8 —

» du Crédit Austro-Turque..... 2 35 —

» du Crédit Général..... L. T. 2 35 —

Tramway..... 4 45 —

Société Commerciale Ottomane..... Fr. 63 —

Laurum, coup. dt. détaché..... Fr. 63 —

Crédit Hellénique (exemple)..... 44 —

Obligations des Chemins de fer..... 34 4 —

1863..... c. détaché..... 68 —

1865..... »..... 70 —

Emprunt..... 1869..... »..... 63 —

1872..... »..... 61 —

1873..... »..... 61 —

COURS DES MONNAIES.

(Contre Livre Turque à 100 Piastres.)

Livre anglaise..... P. 410 —

Pièce de 20 francs..... 87 20

Livre russe..... 89 —

D. et C. (Grenits)..... 51 25

M. d'ind. blanc (différence)..... 04 12

B. d'ind. (différence)..... 413 20

Métallique..... (d)..... 413 —

En papier monnaie..... (d)..... 462 30

Cairo..... 463 —

MÉTÉOROLOGIE DU PORT

Revue quotidienne des arrivées et départs des bateaux à vapeur et bâtiments à voiles.

ARRIVÉES DES VAPEURS DE LA MER BLANCHE.

Constantinople, le 10 Mars 1877.

De Marseille français *Proence* cap. Nomdedé marchandises et passagers. agence Messageries Maritimes.De Trieste italien *Inera* cap. Simile lest agence Forio.De Newcastle anglais *Hanton* cap. Leng charbon pour Compagnie agence Head.De Gênes anglais *Alonso* cap. Petersen lest Kustendje agence Hanson.

DÉPARTS DES VAPEURS

Pour Trieste autrichien *Ungaria* cap. Biscucchia marchandises et passagers.Pour Marseille français *Africa* cap. Rolland marchandises et passagers.Pour Alexandrie russe *Vladimir* cap. Rolland marchandises et passagers.Pour Siria autrichien *Delpho* cap. Copanzani marchandises et passagers.Pour Ibraida autrichien *Tibisco* cap. Gelcich marchandises et passagers.Pour Galata anglais *Keper* cap. Esson lest.Pour Scio anglais *Kate* cap. Samman lest.Pour Scio anglais *Glenitrim* cap. A. Mitchell lest.De Santorin russe *N. Iracis* cap. Moldovau lest ton. 187.De Zante hellène *Despina* cap. Papas lest ton. 197.De Gallipoli hellène *Marusso* cap. Micaros lest ton. 293.De Scio hellène *Atkina* cap. Mathiadis fruits pour Odessa ton. 282.

Directeur-Gérant N. BORDEAUX.

ANNONCES

MINISTÈRE IMPÉRIAL DES FINANCES.

AVIS.

50,000 kilés de maïs, provenant des dimes du vilayet d'Andrinople, pour l'année 1892, et livrables à la station du chemin de fer de Philippopolis, ayant été mis en vente aux enchères, il en a été offert huit piastres et demie (8. 1/2) par kilé, payables en livres turques, à raison de cent piastres la livre.

Ces céréales devant être définitivement adjudgées le samedi, 5 mars (v. s.), les personnes qui désireraient en faire l'acquisition, moyennant surenchère, sont priées de s'adresser à la commission des dimes, au ministère des finances, jusqu'à la date susénoncée.

Constantinople, le 26 février 1877 (v. s.)

PRÉFECTURE DE LA VILLE.

AVIS.

Un terrain de 4 pics 12 doigts carrés situé à *Mahmoudi-Djadessi*, à Stam boul, et appartenant à la préfecture a été soumissionné aux enchères publiques pour 1500 piastres.

Les personnes qui voudraient renchérir ce prix sont priées de faire leurs offres au conseil de la préfecture jusqu'au 15/27 mars.

Cons. p/e, le 26 février 1877 (v. s.)

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

DES

CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

AVIS.

L'administration porte à la connaissance du public qu'à la suite de la suppression de la Régie elle met en vente aux enchères publiques des tabacs de diverses qualités, produits de Roumélie et d'Anatolie qui restent dans les dépôts de la Régie.

Ces tabacs qui sont ensemble de 95 mille 953 ocques seront vendus séparément par qualité et au comptant en caïné au pair.

L'adjudication commencera à partir de mardi, 1/13 mars. Les enchères auront lieu quatre fois par semaine le mardi, mercredi, jeudi et vendredi. Les tabacs seront livrés aux derniers enchérisseurs après l'autorisation de la Sublime Porte.

Les personnes qui voudraient concourir à cette adjudication sont invitées à se présenter les jours sus-indiqués au Conseil des Contributions Indirectes. Leurs offres ne seront acceptées qu'après avoir, comme d'habitude, déposé la somme nécessaire ou fourni une caution valable.

Constantinople, le 27 février 1877 (v. s.)

AVIS.

Si quelqu'un a perdu de l'argent près du pont de Karakeuy, il n'a qu'à se présenter à la Préfecture impériale du port pour le retirer, en fournissant les preuves nécessaires.

Liman-Odassi, le 28/12 mars 1877.

CONVOCAION.

Conformément aux statuts M.M. les membres du *Club commercial et maritime* sont convoqués en assemblée générale le lundi 19 courant à 8 h. du soir dans le salon du Club de Péra.

ORDRE DU JOUR.

1^o Lecture du Rapport annuel;
2^o Compte-rendu de la gestion financière;
3^o Renouvellement du conseil d'Administration.

Le Secrétaire Honoraire.

O. VON HEIDENSTAM.

THÉÂTRE D'ODESSA.

Le théâtre dernièrement construit à Odessa est à louer. Il peut contenir plus de 1000 personnes et est richement décoré.

Les personnes qui seraient disposées à le prendre sont priées de s'adresser à M^r GRÉGOIRE ABRAMOËFF, maison Mitschri, place Catherine à ODESSA.

EN VENTE

Dans les bureaux du journal et au n° 238 de la Grand Rue de Péra.

